

**AR Prefecture**

006-210601282-20240403-CM03042024\_036-DE  
Reçu le 05/04/2024

S A I N T  
P A U L  
 D E  
V E N C E

**CONVENTION DE MISES A DISPOSITION ENTRE  
LA COMMUNE DE SAINT-PAUL DE VENCE  
ET  
L'OFFICE DE TOURISME DE SAINT-PAUL DE VENCE**

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants ;  
VU l'article L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques,  
VU le Code de la voirie routière ;  
VU le Code de commerce ;  
VU la délibération du 25 mars 2003 portant utilisation du domaine public à des fins commerciales relatives à des prises de vue et des tournages ;  
VU la délibération n°28.09.2022\_073 portant création de l'EPIC pour la gestion de l'OT, et fixant notamment les missions de l'OT ;  
VU la délibération n° 29.03.2023\_018 en date du 29 mars 2023 portant convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'OT pour les années 2023 à 2026 ;  
VU la délibération n° 07.06.2023\_52 portant mise à disposition d'un local municipal au bénéfice de l'OT pour une durée de 3 ans,  
VU la délibération n° N°20.12.2023\_086 en date du 20 décembre 2023 portant fixation de la redevance d'occupation du domaine public pour l'année 2024 ;  
Vu la délibération n°036 en date du 3 avril 2024 portant la subvention de fonctionnement pour l'année 2024,

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

La Commune de Saint-Paul-de-Vence, représentée par son Maire, M. Jean-Pierre CAMILLA, en vertu de la délibération en date du 03 juillet 2020,

Ci-après dénommée la Commune,

**D'UNE PART, ET**

L'Office de Tourisme de Saint Paul de Vence, sis 2 rue Grande, 06570, Saint Paul de Vence, représenté par sa directrice, Mme Sophie MILLET-DAURÉ, en vertu de la délibération n° 20.12.2022\_003 du Comité de direction de l'OT, en date du 20 décembre 2022,

Ci-après dénommé l'Office de Tourisme (L'OT),

**D'AUTRE PART,**

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

Nonobstant les articles 4 et 5 de la convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'OT, pour les années 2023 à 2026, susvisée, prévoyant respectivement la mise à disposition du local d'accueil de l'OT, et la mise à disposition du personnel municipal, au bénéfice de l'OT, il convient de rassembler dans un même document l'ensemble des mises à disposition que la commune peut effectuer au bénéfice de l'OT, afin que celui-ci puisse remplir ses missions (Cf. infra) et atteindre ses objectifs.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de lister l'ensemble des mises à disposition que la commune peut effectuer au bénéfice de l'OT, ainsi que leurs contreparties.

### **ARTICLE 1.1 – Mise à disposition d'espaces publics et privés de la commune**

Certaines missions de l'OT nécessitent l'utilisation d'espaces publics et privés de la commune. Le tableau de l'annexe 1 à la présente convention liste l'ensemble de ces espaces, les jauges proposées, les durées de référence et les montants à reverser par l'OT à la commune.

Un état semestriel sera établi par l'OT intégrant les animations réalisées, la date, la durée et le montant associé à l'occupation utilisée selon la grille définie dans l'annexe 1.

### **ARTICLE 1.2 – Cas particulier des tournages et autres prises de vue**

La délibération du 25 mars 2003 susvisée prévoyait déjà la possibilité d'utilisation du domaine public par l'OT dans le cas de tournages ou de prises de vue.

Depuis les 20 dernières années, la commune et l'OT ont été destinataires de très nombreuses demandes de tournages de films, de documentaires, d'émissions de télévision, de spots publicitaires pour des produits commerciaux et de prises de vues à des fins commerciales. Par conséquent, la commune décide de confier à l'OT l'accueil, la gestion et l'organisation de ces demandes : il est donc nécessaire de mettre à jour les conditions dans lesquelles ce type de demandes sera géré par l'OT, et notamment les contreparties au bénéfice de la commune.

Il est précisé toutefois que tout tournage ou prise de vue dont l'objectif principal est de valoriser notre commune et participer à augmenter son attractivité et son audience dans le monde, sera réalisé gracieusement par l'OT : le prestataire ne versera aucune contrepartie financière à l'OT, et la commune ne pourra se prévaloir d'aucun reversement financier par l'OT.

L'annexe 2 à la présente convention fixe les tarifs correspondants à la gestion par l'OT des tournages et autres prises de vue sur le territoire de la commune, ainsi que les reversements correspondants, au bénéfice de la commune (10%).

Enfin, dans le cas où la commune ou l'OT est saisi d'une demande de tournage ou de prise de vue nécessitant la mise en œuvre de moyens importants, une convention spécifique sera établie entre la commune et l'OT et pourra le cas échéant prévoir des mises à disposition de moyens supplémentaires.

## AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024\_036-DE

Reçu le 05/04/2024

Un état semestriel sera établi par l'OT intégrant les tournages et prises de vues réalisés, la date, la durée et le montant à reverser associé selon la grille définie dans l'annexe 2.

### ARTICLE 1.3 – Mise à disposition de personnel municipal

Conformément à l'article 5 de la convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'OT pour les années 2023 à 2026, susvisée, la commune prévoit de mettre à disposition de l'OT, pour l'année 2024 du personnel communal.

En effet, les missions réalisées auprès de l'OT par certains agents communaux se doivent d'être régularisées et encadrées.

L'OT s'engage par le biais de cette convention de mise à disposition à assurer le remboursement de la rémunération et des cotisations des agents concernés auprès de la commune pour la durée impartie.

Dans ce cadre, il est proposé la mise à disposition des agents suivants :

POSTE OCCUPE	MISSIONS AUPRES DE L'OT	DUREE DE LA MISE A DISPOSITION
Responsable des systèmes d'information	Gestion financière et comptable	12 heures mensuelles 144 heures annuelles
Agents des services techniques	Mise en place logistique des événements	Par roulement entre les différents agents 100 heures annuelles par service
Policiers municipaux	Sécurité et prévention	

Un état semestriel sera établi par l'OT intégrant les missions confiées à l'agent, sa quotité de temps de travail ainsi que la durée de la mise à disposition.

### ARTICLE 1.4 – Mises à disposition du local d'accueil, matériels et fluides

Conformément à la délibération n° 07.06.2023\_.052 portant mise à disposition d'un local municipal au bénéfice de l'OT, une convention spécifique fixe les conditions de cette mise à disposition.

Conformément à l'article 4 de la convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'OT pour les années 2023 à 2026, susvisée, la commune met à la disposition de l'OT, outre le local d'accueil sis au 2 rue Grande, du matériel (photocopieurs et climatisation), des fluides (eau, électricité), et des services (nettoyage).

L'annexe 3 fait état des dépenses prévisionnelles liées au fonctionnement de l'OT (Electricité, eau, maintenance...).

La commune établira un état récapitulatif des dépenses réelles de fonctionnement de manière semestrielle.

Ces montants devront être réglés par l'OT au bénéfice de la commune, selon l'annexe 3 dans le respect des modalités de l'article 1.5.

**ARTICLE 1.5 – Modalités de reversements des contreparties financières aux mises à disposition**

Les états récapitulatifs des mises à disposition seront établis par l'OT par semestre :

- Arrêté au 30/06/2024 et transmis à la commune au plus tard le 31/07/2024 pour le 1<sup>er</sup> semestre,
- Arrêté au 31/12/2024 et transmis à la commune au plus tard le 31/01/2025 pour le 2<sup>eme</sup> semestre.

Après validation des états récapitulatifs semestriels par la commune, l'OT procédera au reversement des contreparties financières par l'émission d'un mandat administratif en faveur de la Commune au plus tard selon 2 échéances :

- le 15/09/2024 pour les mises à disposition du 1<sup>er</sup> semestre 2024 et
- le 28/02/2025 pour les mises à disposition du 2<sup>er</sup> semestre 2024

**ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée allant de sa signature par les deux parties, jusqu'au 15 avril 2025, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 3 – ÉTAT DES LIEUX DES ESPACES POUVANT ETRE MIS A DISPOSITION**

L'OT déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepte en l'état, renonçant à réclamer une quelconque indemnité, pour quelque motif que ce soit, notamment en cas d'erreur, défaut, non-conformité des lieux avec une réglementation quelconque.

Il devra en particulier effectuer, à ses frais exclusifs, tous aménagements ou modifications requis par une réglementation quelconque, présente ou à venir, et après avoir obtenu l'accord préalable et exprès de la Commune.

Aucun aménagement extérieur sur les lieux ne sera autorisé si celui-ci est irréversible : la portion du domaine public ou privé mise à disposition par la présente doit être rendue à la commune dans le même état qu'au moment de sa mise à disposition.

L'OT devra laisser en permanence les lieux en bon état d'entretien et de propreté.

**ARTICLE 4 – ACTIVITÉS EXERCÉES PAR L'OT**

Conformément à la délibération du 28 septembre 2022 portant création d'un EPIC pour la gestion de l'OT, susvisée, les missions de celui-ci sont les suivantes :

- 1) Assurer l'accueil et l'information des touristes ;
- 2) Assurer la promotion touristique de la commune, en coordination avec le Comité Régional de Tourisme Provence Alpes Côte d'Azur et le Comité Régional de Tourisme Côte d'Azur France, et avec toute instance ayant un impact sur l'activité touristique de notre commune ;
- 3) Contribuer à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local ;

- 4) Elaborer et mettre en œuvre la politique touristique de la municipalité ainsi que les programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, l'exploitation des installations touristiques et du patrimoine historique, et l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles ;
- 5) Agir pour que la commune continue à être une destination touristique de référence, en accroissant son attractivité et sa notoriété, en favorisant la dessaisonalisation, en augmentant la performance par l'acquisition de nouvelles qualifications et de nouveaux labels, tout en poursuivant l'objectif d'une offre de tourisme culturel qui protège la commune contre les méfaits du tourisme de masse ;
- 6) Adapter l'offre touristique locale aux exigences de la clientèle française et étrangère, notamment en termes de nouveaux comportements ou tendances, comme l'écotourisme, le locatourisme, le *slow tourism*, etc.
- 7) Rechercher de nouvelles recettes par le développement de nouvelles prestations touristiques, l'établissement de multiples partenariats avec les acteurs de tourisme en particulier, sans oublier les commerces en général, et en diversifiant les produits en vente directe au sein du siège de l'office : le tout conformément à l'article L. 133-7 du du Tourisme.

Toutes ces missions peuvent donner lieu aux mises à disposition listées ci-dessus.

#### **ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXPLOITATION**

Sous peine de résiliation de la présente convention, l'exploitation des espaces publics et privés concernés par les présentes mises à disposition ne pourra porter atteinte à la tranquillité, la sécurité et à l'hygiène publiques.

La Commune pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle à l'effet de vérifier, notamment, les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

#### **ARTICLE 6 – ASSURANCE - RECOURS**

L'OT s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités dans tous les cas où elle serait recherchée, notamment à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, causés aux tiers.

En cas de litige concernant cette convention, et après avoir épuisé toutes les voies de recours amiables, la juridiction compétente est le Tribunal administratif de Nice.

#### **ARTICLE 7 – RESILIATION PAR LA COMMUNE**

La Commune se réserve le droit de résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général. La dénonciation de la convention par anticipation par la Commune interviendra sans préavis, pour des impératifs d'utilisation de l'espace public, pour des nécessités publiques ou des aménagements publics, dont la réalisation ferait apparaître des contraintes de temps, ou en matière de sécurité ou hygiène publiques notamment.

**AR Prefecture**

006-210601282-20240403-CM03042024\_036-DE

Reçu le 05/04/2024

**ARTICLE 8 - RÉSILIATION DU FAIT DE L'OT**

La présente convention pourra être résiliée par la Commune par simple lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'OT de l'une quelconque de ses obligations, quinze jours calendaires après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou en partie sans effet pendant ce délai.

Fait à Saint-Paul-de-Vence, le.....

Pour la Commune de Saint Paul de Vence,

Pour l'Office de Tourisme,

Le Maire,

Mme la directrice,

M. Jean-Pierre CAMILLA

Mme Sophie MILLET-DAURÉ